Une étude dresse un premier bilan du service national universel : “une mixité sociale modérée”, la discipline appréciée et des thèmes de “citoyenneté et de développement durable” qui ne séduisent pas

01/11/2021 à 11h55



Cet été, ils ont troqué les bancs de l’école contre ceux du service national universel (SNU), mais qu’en ont-ils pensé? L’Institut national de la jeunesse et de l’éducation populaire (Injep) dresse un bilan de l’édition 2021 dans une étude dévoilée par le JDD. Celle-ci se fonde sur un questionnaire rempli par 3.773 jeunes, sur les 15.000 ayant profité du séjour de cohésion pendant douze jours cet été. Neuf participants sur dix se disent satisfaits, voire très satisfaits. Le coût du dispositif avait estimé par Gabriel Attal en 2019 entre 1 et 1,5 milliard d’euros à terme.

Après deux années de liens sociaux distendus par la pandémie, ces adolescents ont vu dans le SNU une occasion de rencontrer de nouvelles personnes. Il s’agit de la motivation la plus

citée, par 64 % d'entre eux, juste devant "faire du sport" (60 %). Pour autant, ils ne se sont pas inscrits au SNU comme on rejoindrait une colonie de vacances : 57% se sont dits attirés par le cadre militaire et 52% souhaitaient enrichir leur CV. "Développer une culture de l'engagement", enjeu cher au gouvernement, n'est mentionné que par 30% des jeunes.

Ce qu'ils ont préféré? Se dépenser. Les "activités physiques et de cohésion" ont été citées par 70% des répondants parmi leurs modules préférés. Suit de près le thème "défense, sécurité, résilience nationales" (64%), séances lors desquelles ils ont par exemple appris comment réagir en cas d'attaque terroriste ou de catastrophe naturelle. Les thèmes de citoyenneté et de développement durable, par contre, n'ont pas séduit. Signe, commente la secrétaire d'État à la Jeunesse, Sarah El Haïry, qu'il faut "être encore plus dans la pratique".

Cet engouement pour la défense et la discipline s'explique en partie par le profil des candidats. Car les participants au SNU ne ressemblent pas au portrait-robot du lycéen de 2021. 10% ont un parent dans l'armée, la police, la gendarmerie ou chez les pompiers. C'est moins qu'au sein de la cohorte 2019 (31%), mais beaucoup plus que chez les autres adolescents (1%). Ils souhaitent d'ailleurs en priorité effectuer leur mission d'intérêt général dans un "corps en uniforme" : 53% dans l'armée, 43% dans la police ou la gendarmerie et 34% chez les pompiers.

Autre distorsion : les enfants d'artisans, de commerçants et de chefs d'entreprise sont surreprésentés, à l'inverse des filles et fils d'ouvriers et d'employés. Cette sous-représentation se retrouve chez les jeunes de quartiers prioritaires et chez les lycéens de filières professionnelles. L'Injep conclut à "une mixité sociale modérée". […]

Le JDD